



Le désordre établi

IL EST HASARDEUX DE PRÉTENDRE tirer des conclusions du déroulement des élections législatives, alors que celles-ci ne sont pas encore terminées. Déjà, entre la journée du Mont-Liban, le 18 août, et celle du Nord, le 25, l'opinion publique a connu un renversement de tendance bien singulier. À double titre d'ailleurs, puisque, contrairement à toutes les attentes, c'est le scrutin de la Montagne, réputé relativement ouvert, qui a incité au pessimisme tandis que celui du Nord, supposé verrouillé, a été l'occasion de vivifiantes surprises.

En attendant une évaluation précise des lignes de forces qui traverseront la nouvelle Assemblée, impossible à effectuer avant les élections du Sud, le 8 septembre, et de la Békaa, le 15, une tendance majeure ressort des deux premiers tours, qu'est venu confirmer le scrutin de Beyrouth, le 1er septembre: la nouvelle Assemblée n'est pas seulement acquise dans son écrasante majorité à l'ordre établi de l'après-Taëf et à la tutelle syrienne, elle est plus particulièrement favorable au président du Conseil sortant, Rafic Hariri. À bien des égards, ce dernier apparaît comme le grand vainqueur des élections et il ne devrait pas avoir de problèmes pour former un nouveau gouvernement à son goût puis pour obtenir l'aval du Parlement à ses projets. Avec un bloc parlementaire déjà consistant, il sera sans doute en mesure de contrôler les commissions parlementaires les plus importantes, sans dépendre autant qu'avant de l'humeur du chef du Législatif, Nabih Berry même si, par ailleurs, le noyau dirigeant durant la prochaine législature semble devoir être constitué de l'alliance renouvelée des protagonistes de l'accord tripartite de 1985, à savoir le trio Berry-Joumblatt-Hobeika, maintenant soudé par Hariri lui-même, avec l'actif soutien du vice-président syrien, Abdel-Halim Khaddam, autre vainqueur de ces élections.

Un autre enseignement tient au choix de la circonscription électorale. Contrairement à ce qu'on a pu entendre tout au long de cette année, le mohafazat offre paradoxalement davantage de marge de manoeuvre à l'électeur et aux candidats que le caza, plus aisément verrouillable, ainsi qu'on a pu le vérifier dans le Mont-Liban. Mais, pour cela, il faut aussi qu'électeurs et candidats aient acquis une expérience concrète de la circonscription et des forces qui la travaillent, ce qui était le cas pour le Nord, mais beaucoup moins pour Beyrouth. Il n'empêche, la dernière ligne droite de la campagne électorale dans la capitale a montré que, si les deux hémisphères de la ville s'étaient ignorés en 1992, ils apprenaient assez vite à se mélanger électoralement et que, dans cet



ensemble, le poids de l'ancienne première circonscription, autrement dit Beyrouth-est dans les limites municipales, n'avait rien de négligeable dans le choix des députés, qu'ils soient chrétiens ou musulmans. En ce sens, l'unité électorale de la capitale paraît devoir échapper désormais à la contestation nostalgique des tenants du vote chrétien «pur».

Quelle que soit la loi électorale qui sera adoptée pour le prochain scrutin — en espérant qu'elle le soit le plus vite possible, puisque celle-ci est déjà caduque — il est évident que la mesure qui s'impose d'urgence est la mise en circulation de la carte d'électeur. Outre que cela permettra d'éviter les manipulations de dernière minute des listes électorales, c'est le seul moyen de mesurer le taux de participation effectif sachant que nombre d'inscrits ne résident plus au Liban depuis fort longtemps.

MONT-LIBAN: LES MAILLES DU FILET

LE «DIMANCHE NOIR». Au soir du 18 août, beaucoup étaient tentés de condamner en bloc ce que les plus versés dans l'histoire électorale qualifiaient de «nouveau 25 mai», par allusion au scrutin de 1947. De fait, c'est un véritable massacre que le pouvoir, toutes tendances confondues, a perpétré, avec parfois la complicité objective, voire la complicité tout court, des tenants du boycott, comme dans le cas du docteur Albert Moukheiber. Pourtant, de rares personnalités de l'opposition ont réussi à glisser entre les mailles du filet: Nassib Lahoud dans le Metn, Camille Ziadé dans le Kesrouan et le docteur Pierre Daccache à Baabda.

Jbeil

Le fief de Raymond Eddé était cette fois-ci le lieu d'une bataille sans véritable enjeu, sinon celui de la participation. Avec le Metn, c'était, en effet, l'une des deux circonscriptions test pour le boycott. De ce point de vue, l'échec est sans appel pour l'opposition de l'extérieur, puisque le caza de Jbeil, après avoir été le champion du boycott en 1992, enregistre le plus fort taux de participation au Mont-Liban. La multiplicité des candidatures y est sans doute pour beaucoup. Mais elle est elle-même une conséquence de l'usure du leadership de Raymond Eddé. En l'absence d'un pôle régional capable de poser un veto et surtout de le faire respecter, grands et petits notables se sentent des envies de députation et croient pouvoir tenter leurs chances ou, à tout le moins, compter leur assise populaire. Résultat: une fragmentation poussée de l'électorat qui affecte même Nouhad Souaid, l'autre grande figure régionale. L'adversaire traditionnelle de R. Eddé, bien qu'ayant obtenu deux mille voix de moins qu'en 1972, est la seule des candidats



maronites à passer le cap des sept mille voix. Derrière elle, une demi-douzaine de candidats sont dans une étroite fourchette mouchoir (entre 5300 et 6900 voix): l'autre élu maronite, l'entrepreneur Émile Naufal, le colistier de Souaid, Nazem Khoury, battu à près de trois cents voix, Jean Hawat, l'ancien secrétaire général du Bloc national, le président de l'association des banques, François Bassil. Ces résultats rapprochés montrent au demeurant que Jean Hawat a réussi à préserver à son profit quelque chose de la base BN, malgré la guerre que lui ont livrée les caciques locaux et R. Eddé lui-même — certains eddéistes ont même été jusqu'à voter pour leurs adversaires historiques du Destour afin de punir le «traître».

Pour le siège chiite, le sortant Mahmoud Awad a été quelque peu inquiété par Abbas Hachem — tous deux dépassent les sept mille voix — mais, à l'inverse de ses homologues Michel Khoury et surtout Maha Khoury-Assad, il confirme que son élection de 1992 n'était pas due à un vide de candidatures.

Kesrouan

Dans l'imaginaire populaire, les élections dans le Kesrouan sont désormais associées à une coupure du courant, cette fameuse panne, opportunément survenue au moment où arrivaient quelques urnes égarées entre Hrajel et Jounieh, et à laquelle la rumeur publique attribue tous les miracles: repêchage de Farés Boueiz, relégation de Camille Ziadé en cinquième position alors qu'il était troisième, éviction de Joseph Abou-Charaf.

Que la rumeur soit avérée ou non, les leçons du Kesrouan sont en tout cas claires. La première tient dans le rejet de Boueiz par les électeurs, rejet apparemment motivé par son éloignement des Kesrouanais aussi bien que par sa proximité de Baabda. Pour le chef de l'État, l'échec de son gendre est d'ailleurs un affront personnel, aggravé en la matière par le succès de Ziadé auquel il avait voulu faire payer le «non» à la prorogation.

Le résultat obtenu par Ziadé est une autre leçon des élections du Kesrouan. Il montre qu'en milieu maronite on est désormais prêt à entendre un discours modéré et à récompenser ceux qui suivent une politique de principes. Il reste toutefois que cette tendance prometteuse est légèrement contredite par la troisième leçon, peut-être la principale, à savoir que ce sont les «services» qui paient le plus dans le Kesrouan. À preuve la première place de Mansour al-Bone qui, pendant ces quatre années, a davantage fréquenté les couloirs de l'administration que l'hémicycle parlementaire et le bon deuxième score de Roucheid al-Khazen, grand asphalté devant l'électeur.

Metn



La seule vraie bataille de ces élections. Bien tranchée, quoiqu'inégale: d'une part, le ministre de l'Intérieur, allié pour l'occasion (et contre la logique électorale traditionnelle du Metn) au PSNS Ghassan al-Achkar et soutenu en bloc par le Tachnag qui avait choisi d'envoyer au front rien moins que son responsable de la sécurité pour tout le Proche-Orient, Sebouh Hovnanian, et d'autre part, la «Liste du peuple», alliance du chef de file de l'opposition institutionnelle, Nassib Lahoud, et de l'une des figures emblématiques du boycott de 1992, le docteur Albert Moukheiber. Il suffit de parcourir la presse des quinze jours qui précèdent le scrutin pour s'en convaincre, cette confrontation a très vite revêtu une dimension nationale dans l'opinion publique, donnant raison au slogan de la «Liste du peuple»: *«La bataille de tout le Liban»*. Et de fait, elle a bien mérité ce titre, malgré ou à cause du résultat final. *«Huit à zéro»*, n'avait cessé de fanfaronner le ministre de l'Intérieur à l'adresse des journalistes depuis le début de la journée. Il faut dire qu'il s'était donné les moyens d'un tel résultat. Dans la nuit déjà, une rafle «officieuse» avait été rondement menée contre des partisans de la liste Moukheiber-Lahoud, notamment l'un des directeurs de la campagne et les scrutateurs désignés pour les bureaux de vote du littoral. Prétexte invoqué par Murr: la lutte contre la corruption! L'accusation paraît si hénorme qu'elle produit un contre-effet: bien des électeurs qui en restaient au choix de l'abstention iront dans l'après-midi voter en faveur de Lahoud, ce qui est sans doute une des raisons du score finalement obtenu par ce dernier.

Pour le reste, le ministre de l'Intérieur aura réussi son pari. Rien ni personne ne l'aura empêché d'employer tout l'arsenal à sa disposition: pressions sur des villages entiers, menaces de ravages environnementaux des carrières, incitations de toutes sortes, bouclage du vote arménien et de celui des naturalisés, interdiction d'utiliser les isoloirs dans plus d'un bureau, etc. La «Liste du peuple», elle, réussit à susciter une forte mobilisation qui annule les effets de bien des abus, sauf deux: le vote arménien et celui des naturalisés. En dernière instance, c'est là le handicap qui s'est révélé impossible à compenser pour Albert Moukheiber et Michel Samaha, d'autant que tous les deux ont apparemment été victimes aussi d'une espèce de vote-sanction assez primaire. Le premier pour avoir osé enfreindre les ordres de l'opposition parisienne, le second pour ses relations naguère étroites avec la Syrie.

Mais, au-delà du désastre électoral proprement dit, le vote du 18 août se solde par un résultat politique beaucoup plus nuancé: à l'issue de cette journée, c'est un opposant qui s'impose, en la personne de Nassib Lahoud, comme la personnalité centrale de la circonscription. Par ses résultats personnels obtenus dans le Metn non-arménien et par sa capacité à donner à des alliés qui étaient, cinq jours avant, presque des



inconnus, comme Michel Akl ou Emile Kanaan, plus de quinze mille voix. Et, pour avoir fait échec à tout l'appareil d'État, Lahoud s'impose désormais comme l'un des candidats les plus crédibles au leadership chrétien.

Baabda

Comme dans le Metn, la circonscription de Baabda était le champ de bataille des boycotteurs, résolus à «punir» le docteur Pierre Daccache pour crime de lèse-Général. Mais la diversité confessionnelle du caza a permis à ce dernier de passer l'obstacle. En se tournant vers le Hezbollah et en prenant sur sa liste le député sortant Ali Ammar, après avoir largué, il est vrai sans grande élégance, l'oncle de ce dernier, l'ancien député PNL Mahmoud Ammar, Daccache a pu compter sur l'appoint de plus de dix mille voix décisives face au rouleau compresseur d'Elias Hobeika.

L'alliance n'a pas été aussi bénéfique pour le Hezbollah, l'électorat chrétien de Daccache ayant visiblement renâclé à soutenir Ali Ammar, qui avait affaire à forte partie. Battu par son collègue sortant Bassem Sabeh (pro-Hariri) et le candidat d'Amal, Salah Haraké, le député du Hezbollah était en fait confronté à une coalition Hariri-Berry-Joumblatt-Hobeika qui augure déjà de ce que sera la vie parlementaire dans les quatre années à venir.

Mais l'éviction du Hezbollah pas plus que la percée du docteur Daccache ne sauraient faire oublier le résultat le plus lourd de conséquences: la large victoire d'Elias Hobeika qui se taille ainsi une véritable baronnie. Grâce à une politique de «services» méthodique – la fée Electricité aidant – et à l'action d'un autre type de services, l'ancien chef des Forces libanaises acquiert une légitimité populaire bien utile pour les hautes ambitions qu'il caresse et que, dit-on, caressent pour lui ses protecteurs. Au demeurant, la machine Hobeika a déjà entrepris d'exploiter la victoire de Baabda dans d'autres régions chrétiennes où l'on a pu voir fleurir des banderoles à sa gloire. Maintenant qu'il s'est rasé la moustache – c'est plus sérieux et moins milicien –, il ne serait pas surprenant qu'il se voie attribuer un ministère de premier plan dans le prochain gouvernement.

Aley

Malheur aux vaincus! Si Walid Joumblatt se cherchait une devise, il l'a certainement trouvée. Son comportement à Aley, plus encore que dans le Chouf, le montre amplement dans la mesure où il a choisi de laminer les trois députés chrétiens du caza, ses alliés en 1992, coupables d'avoir critiqué les lenteurs et l'arbitraire de son ministère. Pour ce faire, le chef du PSP a tiré profit de son statut privilégié auprès de la Syrie et du président Hariri qui, cinq ans après le désarmement des



milices, lui permet de continuer à gouverner Aley et le Chouf comme à l'époque de l'«administration civile». Mais il a aussi joué à fond la carte des déplacés, priés de croire que leur retour dépendait de leur allégeance. De ce point de vue, il disposait de l'arme absolue: en plus des services du ministère, il avait dans la main la candidature d'Antoine Andraos, opportunément prêté par le président du Conseil; deux semaines avant le scrutin, Andraos était encore président de la Caisse des déplacés, délai parfaitement légal au regard de la loi électorale version 96 quoique sans doute peu conforme à la déontologie de la fonction publique.

Tenu, il y a quelques mois, pour un candidat virtuel sur la liste Hariri à Beyrouth, Andraos s'était tourné vers le siège grec-orthodoxe à Aley quand, l'hiver dernier, le président du Conseil (son ancien employeur dans le privé) avait semblé renoncer à se présenter aux élections. Avec une telle préparation du terrain, il ne lui était guère difficile de battre le sortant Marwan Abou Fadel.

Pour les deux sièges maronites, les choses semblaient *a priori* moins évidentes. Les candidats de la liste Joumblatt, Antoine Hitti, un militant du PSNS, et Abdo Bejjani, là encore un ancien employé de Hariri, n'étaient guère connus, surtout en comparaison avec Pierre Hérou, député depuis 1972, et Fouad al-Saad, héritier d'une vieille lignée politique qui remonte à la Moutassarriyya. Mais, en la matière, la machine PSP bénéficiait de l'appoint de différents services de l'État. Il faut dire que les deux sortants focalisaient aussi l'hostilité du président de la République, en particulier Pierre Hérou, inscrit sur la *hit-list* avec Camille Ziadé et Nassib Lahoud, pour avoir été l'un des trois députés maronites à voter contre la prorogation du mandat présidentiel. À quoi il faut encore ajouter le poids de l'abstention qui, ici, est moins fonction du mot d'ordre parisien de boycott que d'un sentiment de résignation en même temps que de l'absence physique des électeurs dont beaucoup n'ont toujours pas pu regagner leurs foyers, notamment ceux qui viennent des villages en ruines comme Ghaboun.

Mais la vindicte joumblattienne se mesure surtout au sort réservé à Talal Arslan, doublement humilié le 18 août. Après avoir dû subir la loi du PSP sur le terrain, au point de perdre l'un de ses assistants, mort d'un passage à tabac devant un bureau de vote à Choueifat, il a eu la désagréable surprise d'obtenir moins que la moitié des voix engrangées par le député joumblattiste Akram Chehayeb et ne doit donc de garder son siège qu'à la «générosité» de Joumblatt. Venant après l'affaire du Cheikh Akl, ce règlement de comptes interdruze n'est cependant pas sans risque pour le chef du PSP, ce qui explique probablement qu'il ait pris le parti, assez rare chez lui, d'une certaine modération du discours vis-à-vis de la faction *yazbaki*.



Chouf

Ou le vide politique au service de l'environnement. Pour cette promenade de santé, Joumblatt et ses colistiers n'ont même pas eu besoin d'accrocher leurs portraits dans les rues. L'hypothèque des déplacés là encore, mais aussi l'effritement de l'héritage politique régional de Camille Chamoun et la position ambiguë du fils de ce dernier, Dory Chamoun, laissent les coudées franches au chef du PSP. Une fois réglé le problème de Zaher al-Khatib, réintégré par Joumblatt dans sa liste sur les instances des dirigeants syriens, non sans réticences de part et d'autre semble-t-il, le risque d'affronter une coalition d'intérêts adverses tant soit peu menaçante était annulé, et la liste formée par Naji Boustani partait perdante. Le ralliement du vote chamounien de Deir al-Kamar, y compris les partisans actuels de Dory Chamoun, à Georges Dib Nehmé n'a fait qu'aggraver les choses.

Pourtant, en dépit du raz-de-marée du 18 août, deux signes au moins devraient inquiéter Joumblatt. D'abord le fait qu'une liste concurrente ait pu être formée contre vents et marée. Ensuite, le score obtenu par Marwan Hamadé, qui arrive en première position avec plus de trois mille voix d'avance sur son chef de file. Or ce résultat ne saurait seulement s'expliquer par le fait qu'il y a davantage de malades que de déplacés dans le Chouf, comme le prétendent les mauvaises langues. Si l'on ne peut évidemment parler d'un phénomène de rejet, il y a là quand même une petite leçon pour Joumblatt. Et cela, d'autant plus que l'on retrouve dans les deux cas l'ombre, sans doute innocente pour l'heure, de Rafic Hariri. On sait, en effet, que Hamadé est depuis longtemps en prise directe avec le chef du gouvernement et n'a pas besoin du relais de Joumblatt pour accéder à lui. Quant à Naji Boustani, il a été secondé dans sa campagne par son frère Zahi, l'un des lieutenants de Bachir Gemayel, promu directeur de la Sûreté générale sous Amine Gemayel et aujourd'hui proche de Hariri dont il dirigerait l'appareil officieux de sécurité.

Comment Lahoud a traversé le... Murr !

UNE DÉCISION AVAIT ÉTÉ PRISE aux plus hauts niveaux de l'État: celle de faire mordre la poussière à toute la liste Moukheiber-Lahoud. Pour toute une série de raisons convergentes, qui vont de la rivalité traditionnelle Moukheiber-Murr ou du nouveau leadership au Metn jusqu'aux perspectives présidentielles et à la nouvelle dynamique de l'opposition si elle devait prendre pied à l'intérieur du Parlement. Il fallait donner une leçon aux impertinents et, par ricochet, au reste du pays. Malgré l'implication directe des plus hauts personnages de l'État, de tous les rouages administratifs et des services de sécurité, malgré le vote arménien monolithique et celui télécommandé des naturalisés,



quelque chose s'est grippé dans la mécanique rigoureusement mise au point et exécutée de main de maître, ce qui a permis à Nassib Lahoud de conserver son siège. Plutôt *quelqu'un* que quelque chose que la «cellule de crise» de Murr (pas plus que le «team» de Lahoud d'ailleurs) n'avait pas estimé à sa juste valeur: l'électeur.

Les résultats obtenus par Nassib Lahoud dans le *wassat* et le *jurd* du Metn ont pris de court les responsables de l'État qui croyaient tenir les choses bien en main. La différence substantielle qui a finalement séparé Lahoud des deux derniers maronites de la liste concurrente (près de 3000 voix) a empêché *de facto* toute manipulation. Le résultat devenant acquis (faute de pouvoir truquer plus de dix bureaux de vote), il fallait encore semer le doute: dès vingt heures, la plus importante chaîne de télé recevait un ordre «irréfutable» de diffuser à intervalles réguliers et sans donner de chiffres, la victoire complète de la liste Murr. En fin de soirée, le ministre de l'Intérieur lui-même envoie les Libanais se coucher après avoir annoncé la victoire quasi-totale de sa liste, «*seul Bakhos étant au coude à coude avec Lahoud avec un écart de 200 voix*». En réalité, à ce moment, le ministre sait déjà que Lahoud est largement élu, et que Bakhos se bat avec Abousleiman, parrainé par le président Hraoui, sur un écart de 200 voix. Pendant la nuit, le pouvoir distille des rumeurs faisant état de l'intervention de Damas, Washington ou Ryad pour «secourir» Lahoud qui n'en a vraiment pas besoin. Et certains boycotteurs qui n'en finissent décidément pas de se faire manipuler, servent de relais consentants.

Une prestation hors norme

Les résultats des bureaux de vote au Metn aboutissent à quatre chambres: les deux premières couvrant le littoral, les deux dernières le *wassat* et le *jurd*. C'est dans ces deux dernières que Nassib Lahoud a construit sa victoire, se payant même le luxe d'y dépasser Michel Murr de 1115 voix. C'est là qu'il reprend respectivement — un écart énorme! — 10 829 voix à Bakhos et 10 398 à Abousleiman, et c'est là enfin qu'il refait son retard programmé pour être irrattrapable à Bourj-Hammoud et Sinn al-Fil (la deuxième chambre) sur Abousleiman (9155 voix) et Bakhos (8705 voix). Dans la première chambre qui regroupe le reste des bureaux de vote du littoral, Lahoud creusera encore un peu plus l'écart qu'il détient maintenant sur ses rivaux maronites.

La prestation de Lahoud dans le *wassat* et le *jurd* du Metn mérite d'être mise en évidence. Sur les 11 localités qui comptent plus de 2000 inscrits, il bat Murr dans 9: Beit-Chabab, Beit-Mery, Broummana, Baabdat, Bikfaya, Dhour-Choueir, Baskinta, Khenchara, Mteyn, ne lui concédant la victoire qu'à Bteghrine et à Ayntoura. jamais dans l'histoire électorale du Metn, même à l'âge d'or des Gemayel (Maurice et Amine), des Lahoud (Émile, Salim, Jamil et Fouad), ou d'un Assad



Achkar, un leader du Metn n'avait su traverser les clivages traditionnels réputés étanches, tant familiaux que partisans. Nassib Lahoud est premier à Beit-Chabab, Beit-Mery, Broummana, Baabdat. Il talonne le phalangiste Paul Gemayel à Bikfaya mais aussi le PPS Achkar à Dhour-Choueir, Samaha à Khenchara, Abousleiman à Mteyn, Khoury et Abou-Haidar à Baskinta. Il est deuxième à Ayntoura. Sur les 54 localités restantes du moyen et du haut Metn, l'opposant réformiste l'emporte dans 34 d'entre elles, n'en laissant que 18 au ministre de l'Intérieur. C'est cette prestation hors norme qui permet à Lahoud d'échapper au piège du «crime parfait».

Un choix cynique ou imprudent ?

Historiquement, Albert Moukheiber a toujours su éviter l'écueil arménien. En 1960, 1964, et 1972, il avait pris une telle avance sur Michel Murr qu'il était chaque fois parvenu à annuler le facteur arménien. La seule fois où l'actuel ministre de l'Intérieur l'a emporté, c'était en 1968 sur la liste du Helf, et cette année-là, même en décomptant les voix de Bourj-Hammoud, l'avance de la liste du Helf était telle que l'issue du scrutin n'en eût pas été modifiée. En réalité, sans les voix de Bourj-Hammoud, Assad Achkar l'aurait emporté sur Jamil Lahoud en 1960, Joseph Khoury sur Maurice Gemayel en 1964, et Émile Salhab sur Auguste Bakhos en 1972. En 1996, certes, Michel Murr est hors de portée, mais Moukheiber et Samaha, qui ont fait chacun une excellente prestation, avaient de bonnes chances de devancer Abou-Haidar et Haddad, malgré le vote arménien pour peu que celui-ci soit resté dans les limites habituelles. Mais, s'ils l'emportent largement dans le reste du Metn hors Bourj-Hammoud (près de 5000 voix pour Moukheiber et près de 4000 pour Samaha), ils se retrouvent battus d'autant du fait du rouleau compresseur arménien.

Faut-il pour autant critiquer le vote arménien? C'est un sujet délicat parce qu'il pose avec acuité en arrière-fond la spécificité du vote ethnique. A-t-il droit à l'existence et dans quelles limites? Est-il vrai que tous les Arméniens aiment Murr, et sinon, pourquoi la démocratie devrait-elle être interdite de séjour en milieu arménien? Et si demain le vote druze ou alaouite tendait lui aussi à devenir un vote ethnique? Quid du vote kurde? D'action en réaction, le système électoral libanais perdrait ses garde-fous. Plus profondément, le vote arménien a-t-il été cette fois mû par des considérations de politique intérieure, régionale ou spécifiquement arméniennes? S'il est vrai qu'il a été beaucoup question de la nécessité d'une participation intense pour démontrer au régime d'Erevan le poids du parti Tachnag dans la communauté, on peut se demander ce que cela a à voir avec le Metn.



	Littoral	BH/Sin al Fil	Wassat/Jurd	
	1 ^{re} chambre	2 ^e	3 ^e	4 ^e
Lahoud	8 738	2 304	10 509	10 363
Murr	11 404	12 185	9 890	9 928
Achkar	8 436	11 180	7 467	7 514
Hakim	8 474	12 175	5 997	5 779
Abousleiman	7 130	11 459	5 377	5 097
Bakhos	7 759	11 009	5 432	4 611

L'analyse communément admise supposait que le vote arménien (précisément à cause de l'indépendance de l'Arménie, mais aussi de l'approfondissement des phénomènes d'intégration..) aurait tendance en 1996 à être d'une grande variété. Il n'en a rien été. Il y a même eu régression: ni candidat arménien minoritaire comme jusqu'en 1968, ni neutralisation du vote arménien comme en 1972 ou même en 1992. La participation arménienne, estimée à 7350 voix à Bourj-Hammoud et à environ 8600 voix dans l'ensemble du littoral, a délibérément favorisé les uns aux dépens des autres. D'illustres inconnus comme Raji Abou-Haidar et Antoine Haddad en ont obtenu près de 8300 et 8200 voix alors que des personnalités d'envergure nationale comme Albert Moukheiber et Michel Samaha n'en obtenaient que 370 ou 320! Si, après tout, chacun est libre de faire ce que bon lui semble, on peut toutefois se poser la question de savoir si les partis arméniens, particulièrement les dirigeants Tachnag, n'ont pas joué avec le feu. Le sentiment anti-arménien qui fleurit aujourd'hui dans les discussions, au Metn et même à l'extérieur montre que ces derniers ont peut-être manqué de sagesse. En espérant que cette situation malsaine ne se renouvelle pas à Beyrouth, il y a maintenant une nécessité urgente d'ouvrir ce dossier à froid entre les Arméniens eux-mêmes d'abord, puis entre ces derniers et leurs concitoyens metniotes.

Bureau contre buro

L'analyse détaillée des résultats du Metn dégage deux catégories de bureaux qui éclairent des modèles politiques différents et posent en filigrane les préalables d'une démocratie véritable. Dans la première catégorie, on a affaire à un vote différencié: souvent, le taux de participation se rapproche de la moyenne du caza (près de 44%), l'une ou l'autre liste l'emportant (avec une tendance certaine au panachage) jusqu'à concurrence de deux suffrages pour un, et plus rarement de trois pour un; l'autre catégorie est plus ambiguë du point de vue démocratique, d'autant plus qu'il s'agit toujours de bureaux urbains comme ceux des Arméniens ou des nouveaux naturalisés (Baouchrié 44, Sadd 58 ou 63, Jal al-Dib 72 ou 77, Sinn al-Fil 89 par exemple). En supposant hypothétiquement qu'il n'y a pas eu de fraude, on voit quand même dans ces «buro» le degré d'embrigadement et de



fragilisation dans lequel a été délibérément entretenu l'électorat naturalisé. Sans parler des naturalisés non-résidents transportés spécialement de Syrie pour remplir leur «devoir» électoral.

	Albert Moukheiber	Michel Murr
Total Metn (1964)	17 406	17 108
Metn sans BH (1964)	17 176	12 764
Bourj-Hammoud (1964)	628	4 344
Total Metn (1968)	15 335	24 116
Metn sans BH (1968)	14 332	18 950
Bourj-Hammoud (1968)	1 003	5 166
Total Metn (1972)	22 192	21 023
Metn sans BH (1972)	20 254	14 760
Bourj-Hammoud (1972)	1 938	6 263
Total Metn (1996)	Moukheiber 26 269	Abou-Haidar 30 331
Metn sans BH (1996)	25 538	20 719
Bourj-Hammoud (1996)	731	9 612
Total Metn (1996)	Samaha 25 535	Haddad 30 431
Metn sans BH (1996)	24 829	20 892
Bourj-Hammoud (1996)	706	9 539

* à l'exception du bureau 175 non-disponible encore.

On comprend alors mieux le pourquoi de l'embargo sur les listes électorales: les candidats de l'opposition ont été rendus «aveugles», dans l'incapacité d'obtenir des informations sur le nombre, la répartition et les adresses de ces nouveaux électeurs, tout cela pour que ceux-ci restent propriété exclusive d'une seule liste. En faisant abstraction des naturalisés arméniens, les sources de la liste de l'opposition estiment les naturalisés ayant voté le 18 août à au moins 3500. Mais le plus grave est encore à venir: si les bureaux arméniens traditionnels ont voté à près de 26%, donnant à la liste gouvernementale de 95 à 97% des suffrages, les bureaux des nouveaux naturalisés ont participé à 70% en moyenne (Bourj-Hammoud 179 participe à 83%) et donnent à la liste de l'opposition des chiffres uniformément proches du zéro! Michel Murr obtient à Bourj-Hammoud, toutes communautés confondues, 10 170 voix sur 10 909 suffrages exprimés soit 93,2%. Un plébiscite pour le plus adulé de nos hommes politiques! Dans la montagne, on ne retrouve des chiffres analogues qu'à Bteghrine où 2110 électeurs sur les 2532 inscrits se sont rendus aux urnes, soit 83,33% du corps électoral. 2002 électeurs, soit 94,88% des votants, ont apporté leurs suffrages à Michel Murr. Il ne devrait pas être trop difficile de retrouver les 739 ignorants de Bourj Hammoud et les 108 de Bteghrine. Et de les informer qu'ils ont «le meilleur des dirigeants». On croit rêver.



NORD: UN POTENTIEL D'INATTENDU

Après les élections du Nord, il va être très difficile pour quiconque prétend parler politique au Liban de continuer à tenir un discours absolu, dans quelque sens que ce soit. Car la grande leçon de la journée du 25 août, c'est que les situations les mieux verrouillées recèlent un potentiel d'inattendu.

Les choses, nous avait-on seriné partout (mais pas dans *L'Orient-Express*), était courues d'avance: une coalition des caciques du régime, évidemment pro-syrienne, raflerait la mise, tandis qu'une deuxième liste, non moins pro-syrienne, ferait de la figuration intelligente en donnant au scrutin l'image, et seulement l'image, d'une compétition démocratique. Or voilà que l'ainsi nommée première liste rate 10 sièges sur les 28 du Nord, que la «deuxième», oubliant de faire de la figuration, lui pique haut la main huit de ces sièges et renverse au passage pas mal de constantes historiques (un demi-siècle pour certaines) et que, par-dessus le marché, une troisième liste s'avise de surprendre tout le monde en obtenant deux des dix meilleurs scores du mohafazat. Seigneur, quelle journée!

Les blasés de tout poil avaient, il est vrai, l'excuse d'être en bonne compagnie. Les candidats de la première liste, eux aussi, se voyaient déjà arrivés les doigts dans le nez. Députés sortants pour la plupart, ils avaient, outre l'atout des services rendus, le parapluie réconfortant du binôme Karamé-Frangié, clé de voûte de l'architecture politique du Nord depuis des lustres, maintenant appuyé (?) par Issam Farès, que l'exemple d'un autre milliardaire reconverti dans la politique a manifestement galvanisé. Fort de l'appui des dirigeants syriens, le trio doit aussi composer avec leurs desiderata. Exeunt donc les députés intégristes de la Jama'a islamiyya – l'ambassadeur Jones, ravi de l'éviction de Ali Ammar à Baabda et de la rupture Amal-Hezbollah dans le Sud, est tout chagrin depuis qu'il a appris qu'il y a eu un rescapé de la Jamaa dans le Akkar. Et bienvenue à Georges Saadé, le chef phalangiste, qui y croit dur comme fer. Après tout, on le lui a promis. Qu'importe après cela l'avis de l'électeur tripolite ou même la réticence de la base Frangié qui continue de voir dans les Kataëb l'image de l'ennemi historique. Exit aussi, et malgré les intercessions syriennes, le ministre Omar Meskaoui, coupable d'anti-karamisme primaire et de haririsme aggravé. De fait, l'alliance ponctuelle entre Hariri et les caciques du Nord, qu'on avait cru scellée à la faveur de l'inauguration (anticipée) de l'autoroute Chekka-Tripoli, a fait long feu. S'il a réussi à maintenir sur la première liste son ministre et ami Farid Makari – élu dans un fauteuil –, l'insistance du chef du gouvernement sur Meskaoui a fait sur Omar Karamé l'effet d'un chiffon rouge devant



un taureau. Du coup, la deuxième liste, restée jusque-là dans les limbes, refait surface et l'autre Karamé, Ahmad, réintègre le circuit.

Ancien président du port de Tripoli, Ahmad Karamé est fils de Moustafa, neveu de Abdel-Hamid et donc cousin germain de Rachid et Omar, sans oublier Maan. C'est dire s'il a longtemps souffert du mal des branches cadettes. Déjà, au début des années 50, son père avait contesté à Rachid l'héritage politique de Abdel-Hamid mais il avait été battu par deux fois. Le contentieux, naturellement passé du père au fils, n'avait fait que s'aggraver au fil des ans. On mesure là l'ampleur du renversement qui vient de s'opérer à Tripoli. D'autant qu'Ahmad arrive assez loin devant Omar. Mais ce n'est pas la seule avanie que doit subir l'Effendi. De la première liste, il n'aura réussi à faire élire à Tripoli que le maronite Jean Obeid et le sunnite Mohammad Kabbara, député de «services» archétypique qui, d'ailleurs, ne lui doit pas grand-chose et qui le devance même assez largement. Quant au grec-orthodoxe Salim Habib, qu'il avait fait élire en 1992, il est laminé par l'ancien député Maurice Fadel, avec plus du double des voix.

L'humiliation la plus grave pour Omar Karamé vient cependant de son résultat personnel puisqu'il arrive en quatrième position sur les cinq élus sunnites, juste devant Meskaoui (celle-là au moins lui aura été épargnée). Outre le cousin Ahmad et l'ami Mohammad (Kabbara), il retrouve devant lui le jeune Mishah Ahdab, rejeton d'une autre grande famille de la ville et petit-fils de Premier ministre. De la graine de za'im, quoi! Avec ce qu'il faut d'acointances dans la «rue» – les autobus Ahdab, c'est lui –, du bagout, pas mal de courage – il était sur la liste «non agréée» de Boutros Harb –, quelques diplômes de bon aloi et, pour couronner le tout, un physique de gravure de mode qui a fait se pâmer les électriques de Mina à Tannourine sans parler des faiseuses de roi de Beyrouth qui, déjà, frétilent d'aise.

Ce n'est donc pas seulement une révolution de palais. Même si un Karamé chasse l'autre, il y a lieu de croire que le maintien de Tripoli sous l'emprise d'une seule famille appartient désormais au passé. Et cela ouvre bien des horizons, quelles que soient les personnalités qui vont dans l'immédiat tirer profit de l'effacement de la branche aînée des Karamé.

La branche cadette des Frangié, elle, a eu plus de chance. A Zghorta, en effet, les trois sortants ont été réélus et Sleiman Frangié est celui qui remporte le plus de voix à l'intérieur de son propre caza. Pourtant, sa position, déjà rudement éprouvée dans la négociation avec Issam Farès, a été assez substantiellement ébranlée. D'abord parce que la réédition à l'échelle du mohafazat de l'excellente prestation de Nayla Moawad, première en nombre de voix en 1992 toutes communautés confondues et première parmi les candidats chrétiens en 1996, combinée au chiffre de Issam Farès (visiblement proportionnel à celui de ses



dépenses) et au raz-de-marée en faveur de Boutros Harb ne lui permettent plus guère de se poser à l'avenir en leader des chrétiens du Nord. Ensuite, parce qu'il n'a pas réussi à protéger ses alliés, anciens ou nouveaux: dans le Akkar, le sortant Karim Racy, son cousin germain, a été largement battu par Riad Sarraf, l'autre sortant (de la deuxième liste); dans le Koura, le sortant Fayez Ghosn, qui a hérité de son beau-père Bakhos Hakim la condition d'homme lige des Frangié, a été devancé par Nicolas Ghosn — encore une affaire de cousinage — tout en étant quand même élu au détriment d'un autre sortant, le PSNS Salim Saadé — ça, c'est une consolation pour Frangié; quant à Georges Saadé, à Batroun, non seulement il est battu, très largement par Boutros Harb et confortablement par Sayed Akl, mais surtout les voix Frangié à Zghorta lui ont cruellement manqué.

Le cas de Georges Saadé illustre sans doute le mieux le phénomène du panachage. Que ce soit le *tachtib* réactif (le fait de barrer un ou des noms) ou le *tachkil* volontariste (le fait pour l'électeur de composer une liste de son cru), le panachage est apparu comme l'arme ultime de la liberté. Celle des candidats face aux parrains qui ont imposé des alliances indéfendables (Frangié-Karamé avec G. Saadé, par exemple), celle des électeurs qui ont pu ainsi sanctionner les candidats (G. Saadé encore) ou les récompenser, et même défier l'ordre établi. Parfois, toutes ces motivations vont de pair (derechef G. Saadé). Car si l'échec du dirigeant phalangiste devant Sayed Akl peut être imputé à un mot d'ordre de panachage donné par ses colistiers, sa défaite devant Boutros Harb résulte aussi d'une volonté de l'électorat nordiste, chrétien comme musulman, de sanctionner la politique des vieux Kataëb, associée à la guerre dans l'imaginaire collectif, aussi bien que la bien curieuse rédemption damascène des «nouveaux» Kataëb. En la matière, on s'aperçoit que la notoriété du candidat facilite le panachage, négatif pour Saadé, positif pour son compétiteur Harb. De surcroît, ce dernier a bénéficié, par un effet boomerang du veto syrien, d'un mouvement de sympathie spontanée. Il faut croire que l'opinion publique n'a pas tenu rigueur à Harb de ses allées et venues à Damas et de ses efforts désespérés pour intégrer la première puis la deuxième liste, avant qu'il ne se décide à former la sienne propre, pas plus qu'elle ne lui en a voulu de jouir de l'appui déclaré du chef de l'État, un appui qui, ailleurs, fut souvent pénalisant.

Il reste que ni la sympathie agissante du président Hraoui pour Harb, ni la neutralité des différents services à son égard, ni ses relations assez chaleureuses avec le président du Conseil n'autorisent à contester ou à négliger l'ampleur et la signification du phénomène. Celui-ci a d'évidence valeur de condamnation de l'ordre établi, dont les perversions sont particulièrement visibles au Nord. Il signale aussi la



vigueur d'une fibre nationale qui ne demande qu'à s'exprimer, même si elle reste assez primaire puis-qu'incapable de se porter sur plus d'un candidat.

Car d'autres personnalités que Harb semblaient mériter un traitement similaire de la part des électeurs. La méritoire opposition parlementaire de Mikhaël Daher, qui l'a conduit à voter contre la prorogation du mandat présidentiel, puis contre le projet de loi électorale et, tout récemment, à être l'un des initiateurs de la saisine du Conseil constitutionnel, l'habilitait *a priori* à réveiller la fibre opposante des citoyens du Nord. Mais l'ex-futur président est visiblement encore condamné à porter la croix de cette phrase malheureuse qu'il n'a même pas prononcée lui-même: «*Daher ou le chaos*» (Richard Murphy, septembre 1988). Une certaine usure d'image a sans doute joué aussi, d'autant qu'«on» avait choisi pour l'affronter un homme neuf en la personne de Fawzi Hobeiche, un des plus hauts fonctionnaires de l'État, commis in extremis par le président de la République à la tâche de faire payer à Daher son affront du vote antiprorogation et que maintenant on dit appelé (par qui?) à une destinée présidentielle. Pour le jour où ce sera «Hobeiche ou le chaos»?

Le mouvement de sympathie qui a manqué à Daher a également fait défaut à Samir Frangié qui, pourtant, fut le seul candidat au Nord à réclamer explicite-ment le rééquilibrage des relations libano-syriennes. Il est vrai que le fils de Hamid Frangié ne se présentait plus pour gagner mais pour poser les jalons d'une «troisième voie». Après que les pressions, syriennes ou locales, eurent commencé à s'intensifier sur toutes les personnalités susceptibles de s'allier à lui et sur sa propre équipe, il comprit, en effet, qu'il ne lui serait donné que de mener une bataille de principe et constitua sa liste en conséquence, avec essentiellement des intellectuels et des militants associatifs comme Nawaf Kabbara à Tripoli. Mais même cette ambition modeste était de trop, surtout dans sa propre ville. Le système Marada veillera à verrouiller Zghorta devant le candidat alternatif, bien que ce dernier ait obtenu des voix dans le clan Frangié proprement dit, y compris parmi les proches de son petit-cousin Sleiman. Pour ce dernier, c'est l'une des rares petites satisfactions de la journée électorale: il a pu neutraliser l'héritier politique de la branche aînée des Frangié, écartée du cercle de décision depuis qu'un grave accident de santé a interrompu la carrière de Hamid qui, avant son frère Sleiman, le futur président, fut le vrai patron du Nord chrétien en même temps qu'un homme d'État de la grande école. Et comme si cela ne suffisait pas, à l'heure de la publication des résultats, Samir Frangié se verra privé sans raison apparente plus de 13 000 voix sur les 44 000 que les résultats partiels publiés par différents médias lui donnaient jusqu'à la veille (voir notamment le *Nahar* des 27 et 28 août). Il reste que, même amputé,



ce score constitue un encourageant test de popularité grandeur nature pour un candidat dépourvu de moyens matériels (coût de la campagne: 73 000 dollars) et privé d'alliances électorales autres que celle avec le communiste Ghassan Achkar dans le Akkar.

Ces manipulations des chiffres, effectuées en dernière minute, ne sont pas le lot du seul Samir Frangié. Chez Boutros Harb également, on constate une disparité de près de huit mille voix entre la somme des résultats partiels engrangés par les scrutateurs et le total officiel. Mais, à l'exception peut-être de Boutros Succar, donné gagnant à Bcharré avant d'être finalement battu par le sortant Kabalan Issa al-Khoury, de telles manipulations se sont limitées à une modification de la hiérarchie entre les candidats élus ou bien entre les candidats malheureux et n'ont pas été employées pour changer la tendance générale des urnes et intervertir vainqueurs et vaincus. Il est particulièrement remarquable, en tout cas, qu'en dépit de toutes les rumeurs rien n'ait été fait ou n'ait pu être fait pour sauver le dirigeant du Baas à Tripoli, Abdallah Chahal, ou les autres candidats très proches de Damas, comme les PSNS Salim Saadé et Abdel-Nasser Raad.

Il est vrai que les dirigeants ont été suffisamment gratifiés par le succès sans précédent d'Ahmad Hbouss pour se permettre d'essayer des pertes de face ponctuelles. Historique, le score de Hbouss l'est incontestablement puisque dès la deuxième législative organisée depuis l'affectation de deux sièges aux alaouites, c'est un candidat de cette communauté qui obtient, et de loin, le plus grand nombre de voix dans l'ensemble du Nord. Hasard toléré ou manipulation? La logique conspirationniste si prisée au Liban tend évidemment vers le deuxième choix. Si tel était le cas, ce serait tout simplement magistral. Scénario possible pour intelligence supérieure et politique non primaire:

Prologue: le député alaouite sortant de Tripoli n'est autre que Ali Eid, un chef de milice qui par ses exactions pendant la guerre s'est fait détester de toute la population sunnite de Tripoli.

Séquence 1: Ali Eid se représente, et sur la première liste. Les Tripolitains en font déjà leur deuil.

Séquence 2: on déniche en dernière minute, Dieu sait comment, un citoyen alaouite fort civil dont la famille est installée de longue date au Liban. On se hâte de l'intégrer à la deuxième liste. C'est Ahmad Hbouss, industriel établi au Canada et engagé dans de nombreuses affaires avec les pays du Golfe. Tout pour plaire dans le Liban – et la Syrie – de 1996.

Séquence 3: la rumeur commence à courir que le candidat Hbouss est parfaitement agréé par les Syriens et que ces derniers n'en feront pas une affaire si Ali Eid est battu.



Séquence 4: comme un seul homme, tous se précipitent sur l'occasion: sunnites de Tripoli, maronites de Zghorta et de Batroun, grec-orthodoxes du Koura...

Séquence 5: 123 142 voix!

Qui a dit que la politique a perdu de son piquant?

BEYROUTH: LES RATÉS DU ROULEAU COMPRESSEUR

RAFIC HARIRI AVAIT PLACÉ LA BARRE TRÈS HAUT. Comme Murr dans le Metn, il avait annoncé haut et fort que les dix-sept candidats de sa liste passeraient tous, ce qui aurait dû signifier entre autres la chute de Najah Wakim. Et comme Murr, il avait laissé entendre que lui-même dépasserait de très loin ses rivaux, à supposer qu'ils soient élus – certains de ses proches parlaient d'une avance de cinquante mille voix. De ces deux points de vue, le résultat pour lui est mitigé. Car, en dépit de l'indéniable succès que constitue la victoire de quatorze des dix-sept candidats de la liste Hariri, le chef du gouvernement n'a ni réussi à éliminer Najah Wakim ni pris sur Salim Hoss l'avance annoncée.

Pourtant, la machine Hariri n'avait pas lésiné sur les moyens. Là encore, le parallèle avec Murr s'impose. Dans les deux cas, la liste du pouvoir a contracté alliance avec le Tachnag et les autres partis arméniens, en misant sur le vote bloqué comme principal moyen de devancer les listes rivales. Hariri y a fait explicitement appel, en faisant l'éloge du vote arménien tel qu'il avait été pratiqué dans le Metn – ce qui explique qu'il n'ait pas cherché à se distancer de son ministre de l'Intérieur après le scrutin du Mont-Liban. Dans les deux cas aussi, le vote des naturalisés a fait l'objet d'un contrôle étroit destiné à garantir un report massif et exclusif de ces voix «fraîches». Dans les deux cas, enfin, on a assisté à un blitzkrieg de dernière minute contre les scrutateurs des concurrents, même si la démarche suivie à Beyrouth pour circonvenir ces délégués a été plus soft que les enlèvements et les séquestrations expérimentés le 18 août. À quoi il faut ajouter les spécificités beyrouthines: contrôle de la «rue» et incitations diverses, grâce à un «budget promotionnel» pharaonique.

Cet ensemble de mesures est loin d'avoir été inefficace. On le voit au tir groupé obtenu au final par les candidats de la liste Hariri, très proches les uns des autres, surtout ceux qui courent dans la même catégorie. Ainsi par exemple des quatre sunnites (autre que le chef de liste) et des Arméniens. En la matière, l'apport personnel de chaque candidat est limité à l'extrême, il ne sert qu'à déterminer leur ordre d'arrivée, avec des différences entre eux qui ne dépassent jamais quelques centaines de voix. Il est vrai que le choix de ses colistiers par le président du Conseil n'a pas semblé déterminé par leurs compétences propres, leurs options politiques ou leur popularité



supposée. À l'exception de Salim Diab, le patron du club Ansar, et, dans une moindre mesure, de Baha' Itani, cités depuis des mois parmi les haririens incontournables, c'est un peu le jeu des chaises musicales qui a servi à sélectionner les candidats de la liste, surtout les musulmans. Si l'on peut, à la limite, trouver une raison politique au choix du druze Khaled Saab, un proche de Walid Joumblatt, et du chiite Hussein Yatim, voulu par Nabih Berry, il n'empêche que leur cote à la bourse des candidats à la candidature n'est montée en flèche que la veille de la publication de la liste. Idem pour le deuxième chiite, Hassan Sabra, qui a évincé in extremis Hassan Mansour comme Ibrahim Chamseddine. Et que dire des sunnites Adnan Arakji et Muhieddine Doughan qui, du jour au lendemain, ont éclipsé Saadeddine Khaled et Mohamed Amin Daouk donnés pour certains depuis des semaines?

Ces manières cavalières ont peut-être été dictées, dans un cas ou deux, par les contraintes syriennes. Elles ne sont pas moins cohérentes avec le comportement général du chef du gouvernement, désireux de donner au scrutin le caractère d'un plébiscite personnel. Elles sont également en harmonie avec son attitude délibérément arrogante à l'égard de Salim Hoss et Tammam Salam, déstabilisés par le débauchage de leur colistier respectif, Béchara Merhej et Michel Sassine – débauchage d'ailleurs très provisoire pour ce dernier aussitôt pris que lâché – et invités tous les jours à se rendre compte qu'ils ne couraient pas dans la même catégorie que lui. Pire encore, que celui des deux qui serait élu ne devrait son éventuelle élection qu'à la bonté qu'a eue Hariri de leur laisser la sixième place sunnite vacante. Or, le moins que l'on puisse dire, c'est que cette prétention, servie par une propagande disproportionnée, n'a pas été approuvée par les électeurs. Compte tenu de la longueur d'avance avec laquelle il partait grâce aux naturalisés et aux partis arméniens (quinze mille voix pour l'estimation la plus conservatrice), Hariri peut difficilement interpréter la première place ainsi acquise comme un mandat populaire. Contrairement au thème central de sa campagne, le nouveau député devra accepter l'idée que le leadership de Beyrouth reste partagé. Avec Salim Hoss qui, en ne comptant pas le bloc monolithique de voix arméniennes, reste la référence sunnite de Beyrouth, même s'il n'a pu faire bénéficier sa liste de l'aura particulière qui l'entoure dans la rue beyrouthine et qu'il va se retrouver quelque peu isolé au Parlement. Et, plus grave encore, avec Najah Wakim, d'autant plus revigoré qu'il se sait rescapé d'une exécution politique en bonne et due forme.

Que Hoss et Wakim aient sauvé leur siège haut la main ne saurait pourtant être considéré comme un succès de l'opposition. Celle-ci a payé clairement le prix de sa division et souffert d'une absence de vision. Entre un Hoss, qui a toujours du mal à se percevoir comme un politique, et encore plus à agir comme un leader, et Wakim, qui



considère encore que l'invective peut tenir lieu de programme, elle n'a pu mobiliser que de manière réactive. Insuffisamment en tout cas pour atteindre à une taille critique qui puisse annuler les effets des abus de pouvoir. Encore qu'il faille rappeler que le chiffre de 31% de participation n'est pas aussi médiocre qu'on l'a dit s'agissant de Beyrouth. La capitale a, en effet, toujours moins voté que les provinces: 24% en 1964, 33% en 1968 (malgré la bataille très mobilisatrice entre Helf et Nahj cette année-là) et 42% en 1972 (mais Saëb Salam était Premier ministre). Et, pour couronner le tout, un manque certain de moyens matériels a pénalisé les listes de Hoss et Wakim, face à un adversaire qui n'a aucun plafond de dépenses.

Quoi qu'il en soit, le revers de prestige, qui explique qu'on faisait grise mine à Koreytem dimanche soir, n'empêche pas que Hariri aura désormais davantage de moyens pour modeler le visage politique de Beyrouth. Compter dans son bloc parlementaire la majeure partie des députés de la capitale, si insignifiants soient-ils, lui sera fort utile, en particulier, pour assurer le passage du projet Solidere à l'étape supérieure.

Samir Kassir



Id-Reference	96-Pr-000816
Media (Support)	HC
Title	Le désordre établi
Subtitle	Mont-Liban : Les mailles du Filet – Comment Lahoud a traversé le... Murr ! - Nord : un potentiel d'inattendu
Section	
Language	Français
Source	L'Orient-Express
Page	8 à 17
Date	No 10, Septembre 1996
Author	Dossier réalisé par Samir Kassir
Co-Author	
Keywords	
Persons	Rafic.Hariri – Nabih.berry – Abed.Halim.Khaddam – Albert.Moukheiber – Nassib.Lahoud – Camille.Ziadé – Pierre.Daccache – Raymond.Eddé – Nouhad.Souaid – Emile.Nawfal – Pierre.Daccache – Ali.Ammar – Mahmoud.Ammar – Elias.Hobeika – Ghassan.Achkar – Sebouh.Hovnanian – Michel.Samaha – Nazem.Khoury – Jean.Hawat – François.Bassil – Abbas.Hachem – Mahmoud.Awad – Michel.Khoury – Maha.Khoury.Assad – Farès.Boueiz – Camille.Ziadé – Joseph.Abou.Charaf – Mansour.Bone – Roucheid.Khazen – Nayla.Moawad – Elias.Hraoui – Mikhaël.Daher – Samir.Frangié – Ahmad.Karamé – Jean.Obeid – Misbah.Ahdab – Boutros.Harb – Walid.Joumblatt – Antoine.Andraos – Talal.Arslan – Akram.Chehayeb – Camille.Chamoun – Dory.Chamoun – Zaher.Khatib – Naji.Boustani – Georges.Dib.Nehmé – Marwane.Hamadé – Michel.Murr – Issam.Farès – Omar.Meskawi – Farid.Makari
Locations	Liban – Mont.Liban – Nord – Sud – Békaa – Metn – Kesrouane – Baabda – Jbeil – Baabda – Aley – Syrie – Chouf – Choueifat – Bourj.Hammoud – Bteghrine – Tripoli – Zghorta – Akkar – Btroun – Koreytem
Dates	18 :08 :1996 – 25 :08 :1996 – 08 :09 :1996 – 15 :09 :1996 – 1985 – 1992
Themes	Liban – élections.législatives – Mont.Liban – opinion.public – Nord – scrutin – Assemblée – après.Taëf – scrutin.Beyrouth – tutelle.syrienne – Rafic.Hariri – Nabih.Berry – accord.tripartite.1985 – Berry.Joumblatt.Hobeika – campagne.électorale – loi.électorale – listes.électorales – scrutiny.1947 – 25.mai – opposition – boycott – opposition.extérieur – Jbeil –



	<p>candidates.maronites – Bloc.National – elections.Kesrouane – prorogation – elections.Metn – P.S.N.S – Michel.Murr – Nassib.Lahoud – Liste.du.peuple – liste.bataille.de.tout.le.liban – elections.Chouf – Marwane.Hamadé – services.sécurité – intervention.Damas – résultats.élections – Histoire.électoral.Metn – Albert.Moukheiber – vote.arménien – système.électoral.libanais – parties.arméniens – Tachnag – résultats.élections.Metn – Syrie.régime – élections.Nord – dirigeants.syriens – Jama'a.islamiyya – Kataëb – intercessions.syriennes – Ahmad.Karamé – Tripoli – échelle.Mohafazat – chrétiens – Boutros.Harb – Fawzi.Hobeiche – Mikhaël>Daher – Samir.Frangié – relations.libano.syriennes – systèmes.Marada – dirigeant.Baas – Abdallah.Chahal – alaouites – Ali.Eid – Sunnites – Najah.Wakim – machine.Hariri – scrutiny.Beyrouth – Salim.Diab – Salim.Hoss – Beyrouth – projet.solidère</p>
Subject	